



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
VENDREDI 17 DÉCEMBRE 2021**

L'an deux mille vingt et un, le dix sept décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

QUENTRIC-BOWMAN Morgane

Excusés

RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle)
BODILIS Jean-François (pouvoir à LETEURE Tiphaine)

Conseil de Communauté du 17 décembre 2021
Délibération n°DCC2021_186

Objet	Règlement applicable aux agents d'astreinte
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Conformément aux articles 5 et 9 du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale, il appartient à l'organe délibérant de déterminer, par délibération et après avis du comité technique, les cas dans lesquels il est possible de recourir aux astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Les modalités de rémunération ou de compensation de ces obligations dans la Fonction Publique Territoriale sont fixées par décret, par référence aux taux applicables au ministère du développement durable et du logement pour les personnels de la filière technique et à la Direction Générale de l'Administration du ministère de l'Intérieur pour les personnels des autres filières

Par délibération n° 215 du 14 octobre 2011 le conseil de Communauté a mis en place un régime d'astreinte au service maintenance des bâtiments communautaires. Depuis, ce dispositif a été élargi à divers services : régie, environnement, accueil Aqualorn.

Un règlement d'astreinte applicables à tous les secteurs est rendu indispensable afin d'uniformiser le dispositif et de le rendre lisible par tous les acteurs notamment par les nouveaux agents intégrant les services concernés.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée au droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique

Vu les décrets n° 2002-147 et 148 du 07 février 2002 relatifs aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions et des permanences au bénéfice de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur.

Vu le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les conditions de compensation horaire des heures supplémentaires aux ministères chargés du développement durable et du logement

Vu l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnités d'astreinte et la rémunération horaires

aux ministères chargés du développement durable et du logement

Vu l'arrêté du 03 novembre 2015 fixant le taux des indemnités et les modalités de compensations des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur

Vu l'avis du comité technique du 02 décembre 2021

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 3 décembre 2021

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 16 novembre 2021

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : adopte le règlement d'astreinte annexé qui définit :

- **Les situations des recours à l'astreinte**
- **Les modalités d'organisation**
- **Les emplois concernés**
- **Les modalités de rémunération ou de compensation de l'astreinte**
- **Les modalités de rémunération ou de compensation en cas d'intervention**

Article 2 : autorise le versement des indemnités d'astreinte et le cas échéant, d'intervention dans les conditions définies dans le règlement, dont les montants suivront les évolutions réglementaires.

Article 3 : inscrit les crédits correspondant au budget chapitre 012

Article 4 : abroge les précédentes délibérations instaurant des astreintes